

Proche-Orient et Europe

Dan V. Segre V.

Le Proche-Orient semble bouger après une longue période d'immobilisme ; immobilisme dans la violence . Après avoir fait appel à l'Apocalypse pour décrire l'attaque terroriste de al Qaida contre l'Amérique, les médias font maintenant appel au « facteur domino » pour décrire la marche de la démocratisation dans la région grâce à l'invasion américaine de l'Irak. Dans un contexte aussi émotif, il me semble utile de fonder toute analyse sur quatre faits.

Premier point : le Proche-Orient n'est plus, géographiquement et politiquement, celui d'antan . La fin de l'URSS a élargi ses frontières vers le Nord. Il inclut le Caucase et les anciennes républiques musulmanes de l'URSS, tandis que l'Europe voisine désormais avec l'Iraq e la Syrie, en vertu de l'entrée future de la Turquie dans la Communauté. C'est un changement révolutionnaire, qui ramène au centre des affaires de la région deux anciens empires musulmans, politiquement et religieusement antagonistes: la Turquie et l'Iran.

Deuxième point : Les peuples de cette région, qui contient les plus grandes réserves énergétiques du monde, ont malgré leurs différences ceci en commun : ils se considèrent tous victimes de l'impérialisme. Les Arabes, victimes de l'impérialisme européen et ottoman ; les Caucasiens et les musulmans centre- asiatiques, victimes de l'impérialisme russe ; le Kurdes, victimes de l'impérialisme turc; les Israéliens, victimes de l'antisémitisme européen et du colonialisme anglais; les chrétiens,

victimes de l'impérialisme de l'islam; l'islam victime du colonialisme occidental; et caetera .

Cet état de victimisme a des effets contradictoires. D'une part, les victimes, réelles ou imaginaires , sont attirées par les persécuteurs ; d'autre part, elles voient dans leurs ennemis locaux l'image de l'opresseur impérial ou colonial. Pour les Israéliens, les Palestiniens sont des néo-nazis ; pour les Palestiniens, les Israéliens sont de néo-impérialistes européens. Vous avez des situations semblables, peut-être moins dramatiques, avec les Kurdes, les Turques- mens en Irak, les Arabes syriens d'Alexandrette en Turquie, les Maronites au Liban, les Grecs à Chypre, les Arméniens et les Tchétchènes dans le Caucase, et caetera.

Troisième point : sauf pour l'Égypte, aucun des États de la région ne dispose d'un passé souverain, ni d'une identité nationale solide. Ils sont des mosaïques formés par des minorités nationales religieuses plus au moins irrédentistes, à l'intérieur de frontières dessinées par les puissances coloniales. Leur politique étrangère ne vise donc pas à composer les différends, mais à utiliser ceux-ci comme moyen pour consolider des identités nationales fragiles. L'ennemi est un élément constructif de cette identité, un moyen de mobilisation des masses pour les régimes autoritaires au pouvoir qui craignent la démocratie.

Quatrième point : la démocratie fondée sur l'idée de la souveraineté du peuple, fruit direct de la Révolution française, est une idée inacceptable, car elle institutionnalise l'expulsion de Dieu de la politique. Il ne s'agit pas seulement de la séparation de l'État et de l'Église, ou de la Synagogue. Il s'agit de l'expulsion du sacré dans des

sociétés, où le fondement de la légitimité privée et publique réside dans le divin. Le retour en force de la religion dans la politique n'est pas une exclusivité du Proche-Orient, mais il a trouvé en Iran sa première expression expansive, révolutionnaire, théocratique.

Venons-en à l'Europe . Elle n'est plus une Europe coloniale, mais encore une Europe sans une politique étrangère claire et sans les moyens pour la soutenir , si elle en avait une. Hésitant à définir les sources de sa propre identité, avec une mauvaise conscience vis-à-vis des peuples colonisés, dépourvue de son élan idéologique laïque , dépendante du Moyen-Orient pour ses sources énergétiques, elle se montre épouvantée par une immigration surtout islamique, dont pourtant l'Europe vieillissante, avec le taux de fertilité de ses femmes au niveau mondial le plus bas, a besoin pour faire marcher son économie.

L'image de l'Europe au Proche-Orient ressemble à celle décrite par Robert Cooper, Directeur général des Affaires extérieures et politico-militaires du Conseil de l'Union européenne : un projet "illuministe" et un voyage entrepris sans l'aide d'une boussole par un empire volontaire, qui, s'il veut agir comme empire ne peut pas fonctionner comme une démocratie et s'il veut fonctionner comme une démocratie il ne peut pas fonctionner comme un empire

Il existe au Proche-Orient un désir de voir l'Europe prendre un rôle actif dans la région. Le rôle d'une puissance de type nouveau en tant que laboratoire international d'institutions de gouvernance globale et régionale et comme exemple révolutionnaire

de la capacité de surmonter les haines et les peurs historiques par la limitation négociée de la souveraineté .

Dans ce contexte, le conflit israélo-palestinien a un rôle particulier, à cause de son symbolisme et de sa visibilité dans une époque où l'image fait la politique. A cause du retour du peuple juif sur la scène internationale, comme facteur de puissance et non plus de souffrance, cette crise demande des solutions de type nouveau ; solutions que l'Europe pourrait essayer d'élaborer, grâce à sa tragique expérience juive et non juive. En plus, l'Europe est le premier client et fournisseur d'Israël et le principal fournisseur d'aide à la Palestine. Une politique innovatrice pourrait lui donner la possibilité d'affirmer son rôle international tout en l'aidant à renforcer sa propre cohésion intérieure. Comment ? D'abord, en mettant fin à la mauvaise tendance de donner des points d'approbation ou de blâme aux parties en conflit. Avec son passé colonial et antisémite, avec ses guerres de religion, avec ses folies nationalistes, l'Europe n'a pas le droit de se poser en juge de deux peuples qui ont souffert, en partie, à cause de ses folies.

Ensuite, et dans l'immédiat, elle pourrait exploiter une occasion unique : celle de résoudre d'une façon innovatrice les problèmes que l'évacuation des colons juifs de la bande de Gaza cause aussi bien à Israël qu'à la Palestine. Cette solution consisterait à offrir une protection réelle, non pas à 7500 colons – qui seront déplacés - mais aux 600 paysans juifs qui ont transformé 3000 hectares de sable en pépinières hydroponiques, uniques dans leur genre, une mine d'or aussi bien pour ces 600

cultivateurs israéliens que pour l'économie et le marché du travail palestinien.

Permettre la destruction de cet exploit agricole serait, comme disait Talleyrand, plus qu'un crime, une faute.

A long terme il y aurait peut être, une autre façon, pour l'Europe, de contribuer à la solution de ce conflit, sans répéter les erreurs du passé et sans se mettre en compétition avec l'Amérique ou les pays arabes.

L'État d'Israël n'est pas la Suisse, mais il est, comme la Suisse, un cas historique particulier. Géographiquement, il se place au coeur d'un système qui lui impose – comme fut longtemps le cas suisse - de vivre sur l'épée. Sa force militaire restera une source de déstabilisation internationale, si elle devait être – comme ce fut le cas de la force militaire suisse pendant des siècles – au service de puissances étrangères. Les cantons suisses sont des États souverains, qui ont gagné la paix intérieure et le respect international à la suite de guerres de religion, au cours desquelles les puissances européennes et les Suisses ont compris les avantages de la neutralité. C'est avec la paix de Westphalie qu'une nouvelle Europe est née et que la Suisse a commencé à transformer ses clans militaires en une confédération d'États pacifiques. Cette transformation n'a pas été seulement négociée avec les puissances extérieures. Elle a été consolidée par l'invention d'un mécanisme , d'un système institutionnalisé suisse, qui permet à des groupes liés à deux confessions et à quatre cultures et qui ne s'aiment pas nécessairement, de coexister dans le respect réciproque.

Israël et la Palestine ne sont pas la Suisse. Mais comme les habitants des différents États-cantons de la Suisse, leurs citoyens sont condamnés par l'histoire, la religion et

la géographie à vivre ensemble. Ils ont besoin d'une nouvelle paix de Westphalie, d'une nouvelle forme de garantie internationale pour développer des mécanismes de coexistence, fondés non pas sur l'amour ou la paix formelle, mais sur le respect réciproque institutionnalisé.

L'Europe qui a réussi à se réinventer après ses guerres de religion, après ses guerres nationales, après ses guerres idéologiques, a l'expérience, les moyens économiques et l'obligation morale d'aider Israéliens et Palestiniens à développer une forme de souveraineté et de sécurité appropriée à leur cas singulier.

La neutralité confédérale des nations de la Terre Sainte ne devrait pas être un rêve de l'esprit. C'est une nécessité à laquelle l'Europe pourrait donner forme et substance à condition d'accepter ce rôle avec la conscience de ses responsabilités, l'expérience de son passé et le courage d'inventer.

Cela pourrait être pour la S.E.C. une occasion de réflexion et un défi d'action intellectuel et culturel.